

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# En Autriche aussi...

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : jeudi 15 mai 2003

---

**Démocratie & Socialisme**

---

En Autriche aussi...

Le lendemain du 13 en France, ce sont les syndicats d'Autriche qui rassemblaient 200 000 personnes (autant que le million en France à l'échelle de ce pays) pour protester contre le projet du gouvernement de droite de faire passer la durée de cotisation de 40 à 45 ans, avec un calcul des pensions qui passerait de 15 aux 40 meilleures années de la carrière ! La semaine dernière, plus de 500 000 autrichiens avaient participé à la première grève nationale depuis 1950.

Car loin d'un mouvement national, le mouvement pour les retraites devrait se comprendre et s'inscrire dans une optique européenne de refus de la casse du système de retraites solidaires, au profit des fonds de pension et des assurances. Rappelez vous du Sommet Européen de Barcelone qui a décidé en 2002 du report de 5 ans de l'âge effectif du départ en retraite ! Les lobbies patronaux s'activent en ce sens, incités qu'ils sont par le tryptique FMI - OMC - Commission Européenne.

Ne croyez pas qu'il s'agisse de "sauver" les retraites ! Au contraire, c'est l'idée même de Sécurité Sociale qui les exaspère. Le FMI estime même " qu'un système en répartition peut déprimer l'épargne nationale parce qu'il crée de la sécurité dans le corps social ". Les fonds de pension ont ainsi un objectif idéologique clair : provoquer de l'insécurité parmi les citoyens et les " forcer " à épargner en provoquant de l'insécurité." (cité par Jacques Nikonoff)

Dans le cadre des négociations sur les services (AGCS), l'OMC tente d'assimiler la Sécurité Sociale à un "service financier"... donc en concurrence avec la bancassurance, donc exerçant une concurrence déloyale, donc à privatiser ou démanteler.

C'est une des lacunes de la mobilisation pour les retraites en France que de se réduire à une mobilisation nationale.

Christophe Piercy

---

"La privatisation et la réforme du secteur public constituent une large part des programmes d'assistance technique et des prêts de la BM. Ces réformes sont au cœur des normes sociales autour desquelles la société est organisée. Elles affectent les relations entre institutions gouvernementales et citoyens, exigeant de la part de tous un changement radical d'opinions et de perception sur la nature des biens publics et sur l'équilibre entre responsabilité gouvernementale et opportunités pour le secteur privé. Banque Mondiale (kit du 6 mars 2002), tiré du Grain de sable 423